un enterrement de première classe coûterait en plus de 350 à 500 fr.

Pour le choix de la classe d'enterrement, la famille consulte plutôt le ranc que la bourse; souvent une famille trouve qu'il est de son devoir de faire pour un de ses membres d'enterrer de sa classe, et elle se croit obligée de se gêner. Pour ces familles, l'établissement de cette entreprise sera une pénible aggravation.

D'un autre côté, ne craignez-vous pas de froisser dans la classe ouvrière un sentiment honorable?

Les ouvriers se font un devoir de porter eux-mêmes au cimetière un parent, un ami ou simplement un voisin. Vous voyez souvent quatre jeunes filles porter en terre une de leurs compagnes. Le froid corbillard remplacerait ces convois touchants et imposerait une contribution plus forte à des familles peu aisées. Il y a du reste quelque chose de révoltant dans cette idée d'être forcé de passer par une entreprise pour rendre les derniers devoirs aux siens.

Je ne crois pas que l'établissement d'un service de pompes funèbres dans votre ville soit d'une utilité tellement grande, qu'on doive passer outre, les inconvénients que je viens de signaler. Je comprendrais qu'on donnât à une entreprise le monopole de ce service, tout en laissant aux habitants la liberté d'en user ou de ne pas le faire; de cette manière, vous auriez les avantages de la chose sans en avoir le côté fâcheux.

M. Ch. Daudet: L'établissement d'un service de pompes funèbres n'est pas une de ces questions pour lesquelles on se passionne. Si de nombreuses villes, malgré les inconvénients qu'on vient de signaler, ont établi ce service, elles ont eu évidemment des raisons pour cela.

Lorsque les villes atteignent une certaine extension, le transport des corps à bras d'hommes, devient difficile et pénible, et les municipalités sont obligées de recourir à l'installation d'un service des pompes funèbres.

Il y a un autre point de vue qui rend cette entreprise intéressante: Quand le service est obligatoire par le cahier des charges, vous pouvez étendre la gratuité des enterrements à un grand nombre d'indigents, tout en ayant l'assurance que ces enterrements seront faits d'une manière décente et convenable. La ville ne pourrait pas avoir les mêmes exigences à l'égard de l'entreprise pour un service facultatif.

Cependant, j'aperçois dans une combinaison de ce genre le moyen de retirer un certain profit en faveur des pauvres. En effet, si l'on accorde à une administration le monopole du service des pompes funèbres, on peut en retour de ce monopole lui imposer certaines obligations qui, quoique moindres que dans le cas du service obligatoire, procureraient néanmoins à la classe indigente un allégement réel, tout en donnant à la municipalité la garantie que les enterrements seront faits avec convenance.

Je me rallie donc à la proposition faite par M. Scrépel-Roussel de renvoyer à la commission l'étude d'un projet d'établissement facultatif des pompes funèbres à Roubaix.

Le conseil vote le renvoi à ladite commission.

Etat-civil de Roubaix.

NAISSANCES DU 1er JUILLET. — Elodie Seys, rue de la Chapelle-Carette; — Elise Mercier, rue de Sébastopol. — Marie Cayrois, Boulevard de Paris. — Claire Vercauque, rue du Ballon. — Alphonse Bourdeau, Grande-Rue. — Pierre Vermeiers, rue Bernard. — Fils Boutry, rue Bernard. — Hélène Desprez, rue d'Alma. — Marguerite Dewuille, à l'Épeule.

DÉCÈS DU 1er JUILLET. — Edouard Mahieu, 1 an, rue des Champs.

Pèlerinage d'Amettes.

Le Comité des Pèlerinages nous communique les renseignements suivants sur le pèlerinage d'Amettes:

Ainsi que nous l'avons indiqué hier, le transport des pèlerins de Lillers à Amettes par le chemin de fer de Ferfay, que la Compagnie houillère avait si généreusement offert, ne peut décidément pas avoir lieu parce qu'il a été reconnu dangereux.

Nous apprenons aujourd'hui qu'un service d'omnibus a été établi pour conduire les pèlerins jusqu'à Amettes, d'où l'on ira processionnellement à Amettes. Deux chemins conduisent à Lillers à Amettes. L'un est réservé aux pèlerins allant à pied, l'autre aux voitures.

Les adhésions sont reçues jusqu'au vendredi 4 juillet à Lille, rue de la Barre, 29. A Tourcoing, M. l'abbé Fichaux. A Roubaix, M. Ruffelet et Stéphane Wihaux.

A Douai, M. Cliquet. A Dunkerque, M. Berthelot-Derode. A Valenciennes, M. Flamen.

Dans les localités où il n'y a pas de comités établis, les pèlerins, par les soins de leur curé ou de l'un d'entre eux qu'ils désigneront, peuvent prendre leur billet à la gare qu'ils choisiront, pourvu qu'ils présentent un minimum de dix pèlerins, afin de jouir de la réduction de 50 pour 100 aller et retour.

Les billets doivent être pris en destination de Lillers. Par suite des facilités accordées par la ligne du Nord, le Comité n'a pas eu à s'occuper du prix des places; les suivants ne sont indiqués qu'à titre d'exemple:

Table with 3 columns: 2me classe, 3me classe, and destinations (Bethune, Bully-Grenay, Cambrai, Carvin, Dunkerque, Leforest, Lille).

Un train spécial partira de Tourcoing à 5 h. 30 du matin pour arriver à Lillers à 8 h. 25, en passant par Roubaix, Lille, Carvin et Lens.

Un autre partira de Lille par Armentières

et Hazebrouck pour arriver à Lillers vers la même heure.

Des indications plus précises seront données lorsque le nombre des pèlerins partant de chaque gare sera approximativement connu.

Pour les autres points, le départ a lieu par les trains ordinaires, à moins que les adhésions connues toute fois assez à temps ne permettent par leur nombre de solliciter un arrangement spécial avec le chemin de fer.

C'est pour cela qu'il est important que les comités, messieurs les curés et chefs de groupes, fassent connaître immédiatement au comité, rue de la Barre, le nombre de leurs pèlerins.

Ces messieurs sont également priés de retenir de chaque pèlerin cinquante centimes, pour les frais de l'œuvre; ils les feront parvenir au comité central, rue de la Barre, soit par timbres-poste ou mandats sur la poste.

Le Comité.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 1er juillet 1873.

PRÉSIDENCE DE M. RUFFET.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

M. le ministre de l'Intérieur. — J'ai l'honneur de déposer un projet de loi portant modification des articles 1, 4, 6 et 7, de la loi du 11 juillet 1868, sur les chemins vicinaux.

(M. Thiers assiste à la séance.) L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à l'établissement et à la conservation de la propriété en Algérie.

La parole est à M. le comte d'Harcourt. Messieurs, dit l'orateur, j'ai le regret de ne pouvoir partager l'opinion émise hier par M. Clapier, ou plutôt je m'en réjouis, car M. Clapier a fait de cette situation le tableau le plus noir. Il y a un mois, M. le comte d'Haussonville, président de la Société de protection des Alsaciens-Lorrains, qui avait été en Algérie pour se rendre compte par lui-même de l'état des colons alsaciens-lorrains, était si complètement satisfait de la situation morale et matérielle de ces colons, qu'il a demandé et obtenu de M. l'amiral de Gueydon, une concession de 7,000 hectares.

Je ne saurais donc m'associer aux idées exprimées par M. Clapier, et qui ne tendent à rien moins qu'à maintenir les tribus arabes dans l'état où elles se trouvent aujourd'hui.

L'honorable membre entre dans des développements sur le projet de loi; j'ai confiance, dit-il, dans le gouvernement qui vient d'être nommé, je demande au gouvernement de donner des instructions spéciales sur deux points principaux, sur la situation qui sera faite à la propriété en Algérie et sur l'application de la loi. Sous le bénéfice de ces observations je prie l'Assemblée de passer à une troisième délibération.

M. le ministre de l'Intérieur. — Les déclarations que vient de demander M. le comte d'Harcourt exigent une réponse du gouvernement. Le devoir du gouvernement est de rassurer les esprits sur l'application d'une loi aussi importante. La propriété des arabes sera respectée et on se conformera à l'article 5 du sénatus-consulte de 1865.

Après la 2e délibération, qui donne satisfaction à M. le comte d'Harcourt, M. le ministre fait deux réserves, et il pense que l'Assemblée passera à une 3e délibération.

M. Jean Brunet. — Il s'agit d'une question considérable, d'une population répandue sur l'ensemble du globe. Ici l'orateur se plaint d'être interrompu incessamment par des rigollements et s'adresse directement à M. de Pressensé: Vous avez devant vous quelqu'un qui est capable de discuter cette question à tous les points de vue. (Très-bien.)

Cette question est des plus graves; il s'agit de l'influence de la France sur le monde musulman. Quand le gouvernement de la restauration quitta la France il lui fit le cadeau de cette conquête; malheureusement la révolution survint. (Très-bien.)

L'orateur entre dans l'histoire de la question. L'orateur, en terminant, craint que la race israélite n'ait trop d'influence sur la population; si on exécute la loi, on fait de l'Algérie, dit-il, un véritable chaos.

Ma conclusion est celle-ci: avec le sénatus-consulte de 1863, vous n'aboutirez à rien de sérieux; il faut modifier ce sénatus-consulte, en ce sens, que la France reconnaissant le droit de propriété, l'accorde, mais, que dans chaque tribu, il y ait des parcelles qui restent à la France et qui seront les centres de civilisation.

M. le président. — Sur l'article 1er il y a un contre-projet de M. Clapier. La parole est à M. Clapier.

M. Clapier développe son contre-projet qui a trois articles. — Mon amendement, dit l'orateur, est fort simple, il a pour but de régulariser la propriété en Algérie; j'ai pensé qu'il était logique de constituer la propriété, et ensuite d'examiner dans quelle condition devait être appliqué le droit français. Je n'ai apporté que de légères modifications au projet.

M. le rapporteur. — Nous maintenons ce qui a été accordé par le sénatus-consulte, parce que nous croyons convenable que ce qui a été accordé par un souverain, soit maintenu.

L'article 1er du contre-projet de M. Clapier est rejeté.

L'article 1er du projet est adopté.

Sur l'article 2, M. Clapier développe une nouvelle observation pour demander que l'on rejette le 1er § de l'article 2, et qu'on ne vote que les deux autres.

M. Humbert combat cette demande. L'article 2 du projet est adopté, ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article 32.

Sur cet article, M. Clapier présente une observation, il demande le renvoi de cet article pour y introduire une modification.

L'article 31 est adopté ainsi que l'article 32.

L'Assemblée décide qu'elle passera à une 3e délibération.

La séance est levée.

Nous avons publié dans notre édition d'hier soir les dépêches suivantes:

Paris, 1er juillet.

Les avis de Bayonne confirment que le maire de Biriou et le correspondant du Pays sont retenus par Santa-Cruz, mais leur vie n'est pas en danger.

Le rapport du général Charraon sur la loi de l'armée n'est pas encore prêt.

On assure que M. de Chabrol déposera lundi le projet de Pélectorat municipal.

M. de Mac-Mahon, avec le général du Barail, ira aujourd'hui à Vincennes assister aux expériences d'artillerie.

Paris, 1er juillet. — M. Dufaure a informé officiellement M. Béraud qu'il demanderait demain à la Chambre d'urgence le renvoi dans les bureaux des projets constitutionnels.

Bayonne, 30 juin, soir. — L'engagement qui a eu lieu avant-hier, a tourné contre les bandes carlistes. Dorregaray a demandé des secours à Santa-Cruz, qui lui a envoyé trois compagnies. Les pertes des carlistes seraient graves.

22 passagers espagnols sont arrivés hier à Bayonne sur trois vapeurs.

Madrid, 28 juin, 10 h. 10, matin. (Arrivée seulement le 1er juillet. — La Gazette confirme la nouvelle de la défaite du colonel Castanon. Les pertes des troupes républicaines s'élevaient à 47 hommes tués et une cinquantaine de blessés. Celles des carlistes à 40 tués et 20 blessés.

Séville a été déclarée hier en état de siège, en présence de l'altitude menaçante des volontaires. Un conflit semble imminent entre le peuple et les troupes.

La concentration des carabiniers à Aranjuez a été suspendue par une dépêche télégraphique.

Perpignan, 1er juillet. — On mande de Figuières, 30 juin: On annonce d'Urgel la défaite des carlistes commandés par Tristany. Les carlistes ont eu 17 morts et de nombreux blessés.

Calcutta, 30 juin. — Momein, capitale du Pantay, a été prise par les Chinois le 30 mai dernier. L'affaire a été très-sanglante. Le gouverneur a été fait prisonnier.

Nouvelles du soir

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES (Service particulier du Journal de Roubaix.)

Paris, 2 juillet 1873.

On dit que quelques membres de l'extrême droite, sans s'opposer à la demande de renvoi dans les bureaux des projets constitutionnels, se seraient disposés à proposer à l'Assemblée de se prononcer sur la forme définitive du gouvernement, république ou monarchie avant de passer à l'examen des projets constitutionnels présentés par le gouvernement précédent.

La majorité de l'Assemblée ne semble pas paraître d'accord sur l'attitude à garder aujourd'hui, le centre droit est en partie favorable au renvoi des projets constitutionnels dans les bureaux.

Dans la droite, les uns appuient la demande d'ajournement pure et simple, d'autres pensent qu'il vaut mieux statuer d'abord sur la forme définitive du gouvernement avant de procéder à l'examen des projets constitutionnels.

On parle (il est vrai que ce ne sont que des bruits de couloirs) d'un ministère possible ou entreraient MM. Dufaure d'Audiffret-Pasquier et C. Périer.

On assure que pour sa part M. de Broglie est partisan de la discussion immédiate des projets constitutionnels.

Hier, à la séance de la sous-commission des impôts du conseil supérieur du commerce, M. de la Boissellerie a annoncé qu'il venait de saisir le Conseil d'Etat de deux projets de loi, portant abrogation de l'impôt des matières premières et de la surtaxe de pavillon.

Le ministre du commerce a également annoncé qu'il ferait lundi prochain à la Chambre une communication sur les projets financiers du gouvernement.

L'instruction de l'affaire Ranc qui a été confiée à M. Guichard, capitaine rapporteur près le 3e conseil de guerre se poursuit avec activité. On pense toutefois que ce procès ne viendra pas à l'audience avant trois semaines à raison du délai fixé par la loi pour juger les accusés coutumax.

Versailles, 2 juillet. — On assure que le gouvernement, répondant à M. Dufaure, conseille le renvoi de l'examen des projets de loi constitutionnels après les vacances, laissant d'ailleurs l'Assemblée seule juger.

Dans la réunion de la majorité tenue hier, il a été décidé que l'on nommera, le premier mois après la rentrée, la commission chargée d'examiner les projets de lois constitutionnels.

L'arrivée du Schah est différée.

Marseille, 1er juillet. — On mande de Rome, en date de ce jour: L'amende honorable présentée au Pape au nom du clergé d'Alexandrie a consolé le cœur de sa Sainteté et a produit un excellent effet sur la population romaine. Le consistoire annoncé sera

consulté que tous les procès canoniques seront terminés. Le Pape a reçu un grand nombre d'étrangers des deux mondes. Sa santé paraît florissante.

Bayonne, 1er juillet. — Suivant leur promesse, les carlistes ont mis en liberté et conduit sur le territoire français, à Sore, 63 militaires espagnols faits prisonniers à Yrizaron. Ces militaires ont été internés à la Citadelle de Bayonne. Une quinzaine d'entre eux ont préféré rester avec les carlistes.

COMMERCE

Dépêches télégraphiques.

Paris, 1er juillet. (Dépêche de MM. Kablé, Roswillwald et Co, représentés par M. Bulteau-Desbonnets.) Ventes 500 b. Marché calme, petite demande, disponible et livrable sans changement.

Liverpool, 2 juillet. (Dépêche de MM. Kablé, Roswillwald et Co, représentés par M. Bulteau-Desbonnets.) Ventes 12,000 b. Marché calme en change.

New-York, 2 juillet. (Dépêche de MM. Kablé, Roswillwald et Co, représentés par M. Bulteau-Desbonnets.) Colon 21. Recettes 7,000 b.

Liverpool, 1er juillet. Ventes 10,000 b. dont 8,000 b. pour la filature, prix soutenus, sans changement. Orléans livraisons septembre octobre, clause good ordinary 8 7/8. Amérique juillet-août 8 9/16, septembre 8 3/4.

Louisiane 11/8. Georgie 8 7/8, livrable 8 11/16. Oomra 6 3/16 livrable. Dholarah 6 1/8. Bengale 3 7/8. Livrable New-York août hausse 3/16, octobre baisse 3/8.

Livraisons Amérique inchangées. Importations 19,000 b. dont 11,000 b. Amérique et 8,000 b. Surate. Recettes 2 jours 3,000 b., soit 5,000 b. pour 3 jours.

Avis divers

ANVERS, 1er juillet. — Laines: En bonne demande régulière. On a vendu aujourd'hui 341 balles laines en suint de la Plata.

CHATEAUX, 27 juin. — Laines: Notre marché aux laines est pauvrement approvisionné; l'apport est d'environ 500 k. La vente est lourde, presque nulle, aux cours de fr. 1.45, et fr. 1.10 le 1/2 k. Evidemment on se réserve pour le marché de samedi.

ARCIS-SUR-AUBE, 28 juin. — Laines: Les laines sont recherchées de 5 à 5.50 le k. lavées à dos.

CHARTRES, 29 juin. — Laines: Notre foire aux laines était un peu plus importante que la précédente. On y comptait 12,000 toisons de laine fine, dont le conditionnement laissait à désirer. Aussi, les prix s'en sont-ils ressentis. La laine-mère s'est vendue de 2.15 à 2.35, selon qualité, et la laine d'agneau de 2.60 à 3.20. Les acheteurs étaient nombreux et se pressèrent.

NEUBOURG, 28 juin. — Laines: La foire Saint-Jean a eu lieu par un temps assez favorable aux affaires. Le marché aux laines le plus important de l'année, était plus faiblement approvisionné qu'à l'ordinaire; il n'a été compté que 197 voitures, ce qui ensemble 11,568 toisons en suint, 3,407 toisons lavées à dos, 67 pouches laines d'agneau, 39 pouches lognets, et 200 peaux de moutons. La vente s'est faite avec beaucoup d'entrain et aux prix suivants: Laine en suint de 2.40 à 2.50 le k.; laine lavée de 4 à 4.80; laine d'agneau de 2.90 à 3.40. Quelques qualités inférieures n'ont pu trouver acquéreurs qu'aux prix de 2.20 à 2.30 le k.; les lognets ont été cotés de 2 à 2.20, et les peaux de mouton de 1.60 à 2.25, suivant sa qualité.

BRITISH VICE CONSULATE

Notice to british subjects residing in the district of Lille

By a warrant dated the twenty first day of June 1873, the undersigned british vice-consul is authorized to solemnize and register marriages of british subjects residing in the british vice-consular district of Lille.

The vice-consulate is at Roubaix, 23, rue de l'Hospice.

WILLIAM H. WILSON, British vice-consul for the district of Lille.

SANTÉ A TOUS

rendue sans médecine par la délicieuse farine de Santé de Du Barry de Londres, dite: REVALESCIERE.

Vingt-six ans d'invariable succès. Elle combat avec succès les dyspepsies, mauvaises digestions, gastrites, glaires, vents, aigreurs, acidités, pituites, nausées, renvois, vomissements, même en grossesse, constipation, diarrhée, dysenteries, coliques, phthisie, toux, asthme, étouffements, étourdissements, oppression, congestion, névrose, insomnies, mélancolie, diabète, faiblesse, épuisement, arthrite, chlorose, tous désordres de la poitrine, gorge, haleine, voix, des bronches, vessie, fiele, reins, intestins, maigreur, cerveau et sang. — 75,000 cures, y compris celles de S. S. le Pape, le duc de Pluskow, Madame la marquise de Bréhan, etc., etc., dont extrait.

N° 49,842: M^{me} Marie Joly, de cinquante ans de constipation, indigestion, nervosité, insomnies, asthme, toux, flatulences, spasmes et nausées. — N° 47,270: N^o Roberts, d'une consommation pulmonaire, avec toux, vomissement, constipation et surdité de 25 années. — N° 46,270: M. le docteur-médecin Martin d'une gastralgie et irritation d'estomac qui le faisait vomir 15 à 18 fois par jour pendant huit ans. — N° 46,213: le colonel Watson, de la goutte, névralgie et

constipation opiniâtre. — N° 18,744: le docteur-médecin Shorland, d'une hydrophobie et constipation. — N° 49,522: M. Baldwin, de l'épuisement le plus complet, paralysie de la vessie et des membres, par suite d'excès de jeunesse.

Plus nourrissante que la viande, elle économise encore 50 fois son prix en médecines. En boîtes: 1/4 kil., 2 fr. 25; 1/2 kil., 4 fr.; 1 kil., 7 fr.; 12 kil., 60 fr. — Les Biscuits de Revalescière en boîtes, de 4, 7 et 10 francs. — La Revalescière chocolatée, en boîtes de 2 fr. 25 c. de 576 tasses, 60 fr. franco. — Dépôt à Roubaix chez MM. Coffin, pharmacien, Morille-Bourgeois et chez les autres pharmaciens et épiciers. — DU BARRY ET CO., 26, Place Vendôme, à Paris. 4095

Avis à MM. les fonctionnaires publics.

UNIFORMES BRODÉS. L'une des plus grandes maisons de tailleurs de la capitale, « LES GALERIES DE PARIS », 29, boulevard des Italiens, rappelle qu'elle est sans rivale pour l'exécution des modèles d'Uniformes brodés pour tous employés de l'Etat, fonctionnaires français et étrangers, ambassadeurs généraux, consuls, préfets, conseillers, maires, employés supérieurs de l'enregistrement des domaines, des eaux-et-forêts, des contributions directes, de génie civil, etc., etc.

La maison des Galeries de Paris s'honore de posséder la plus brillante clientèle. Elle n'emploie que des draps et des soieries de qualité supérieure; les broderies sont au premier titre, la coupe, d'une élégance parfaite, et les prix meilleur marché que partout ailleurs.

Sur simple demande, tous les détails désirés de commande de mesure, sont envoyés, sans frais, aux clients, à Paris, en province et à l'étranger.

Ecrire au directeur des Galeries de Paris, 29, boulevard des Italiens, à Paris. 4097

DENTS ET ORFÈVRES

faicitant la pro... matisation ne nécessitant... de racine et se posant...

DENTS et... américains. Spécialité pour la conservation des dents malades par la matisation.

HALLER-ADLER DENTISTE

66, rue d'Angleterre, à LILLE

BOURSE DE PARIS

DU 1er JUILLET

Table with columns: VALEURS, Clôture, Cl. préc., Hausse, Baisse. Rows include A TERME, 3 0/0, 5 0/0 1871, 5 0/0 1872, etc.

MATIÈRES D'OR, D'ARGENT, ETC.

Table with columns: Or en barre, 1000 grammes, etc. Rows include Or (pièces de 80 fr.), Argent, etc.

ESCOMPTES

Table with columns: Banque de France, etc. Rows include Banque de France, etc.

BONS DU TRÉSOR

4 1/2 0/0, de 3 à 5 mois — 5 0/0, de 6 à 11 mois. — 5 1/2 0/0, pour un an.

BULLETIN FINANCIER

Bourse de Paris du 1er juillet.

La liquidation des fonds d'Etat n'a pas été heureuse; les reports, sans être exagérés, n'ont pas aidé les acheteurs à conserver leurs positions: ils ont dû payer autant qu'en mai et qu'en avril, et, comme les sacrifices des liquidations précédentes les avaient déjà appauvris, ceux qui l'ont fait de nouveau les ont achevés; beaucoup d'entre eux ont renoncé à poursuivre une hausse idéale qu'on leur fait espérer depuis longtemps et qui fuit toujours devant eux. Il est à croire aussi que les Français n'ont pas été seuls à vendre, les étrangers nous ont probablement accablés de leurs livraisons.

En remontant à l'origine du mal, on découvre qu'il vient des places allemandes,